

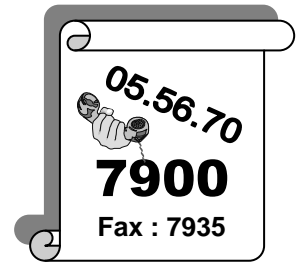


LES INFOS

jeudi 21 juillet
2011



Union Syndicale
Solidaires



Site Internet : <http://sudsnppe.fr>
Mail : sud.snpe@snpe-syndicat.fr

Projet H

Un CCE Bâclé ...

Il s'agit du CCE SME du 13 juillet où Mr Schleicher a tout fait pour que les élus ne puissent pas poser sereinement les questions dont les salariés sont en droit d'obtenir des réponses (voir tract SUD « Méthodes patronales »).

Pour commencer, les élus ont eu les planches de présentation en séance afin qu'il ne leur soient pas possible de les étudier au préalable.

En revanche, la direction paye des fortunes l'assistance de cabinets d'experts en communication qui publient du vent.

Un homme pressé : La réunion a commencé à 10h et Mr Schleicher était très énervé car il devait partir à 12h, parlant aux élus comme s'ils étaient des collaborateurs sous ses ordres.

Il semblerait que dans le monde d'où il vient, on ne perd pas de temps à écouter les représentants des salariés et encore moins à répondre à leurs questions qui perturbent les plannings.

Mr Schleicher semble ignorer la différence profonde de légitimité entre des hommes de main comme lui et des représentants de salariés, à savoir que ces derniers sont élus.

L'organisation : Nous notons que les descriptifs sur les UP (unités de productions) restent très vagues et que le PDG insiste sur la mobilité entre St Médard et le Haillan...

Mr Schleicher s'affichait confiant sur l'issue des entretiens prévus avec 700 cadres et estime qu'environ 30 d'entre eux auront des problèmes pour accepter la proposition de la direction.

SUD : « **comment cela se passerait-il s'il n'y avait pas d'accord ?** »

Le PDG a répondu que s'il y avait un problème « **on fait un tour de convergence pour trouver une solution** ».

Nous savons que seuls face à leurs hiérarchie, il leur sera difficile de ne pas passer à la machine à « convergence » et nous appelons tous les cadres qui pourraient vivre des situations difficiles à informer les élus SUD ou le CHSCT.

Si nous recevons suffisamment d'information, il sera plus aisé d'agir sur des situations collectives.

Quelques extraits révélateurs : SUD a demandé s'il y a des synergies et donc des doublons.

PDG : « **oui ! C'est pour cela qu'il y a H ! Là où il y a 3 personnes qui ont le même rôle, il n'y en aura plus qu'une.** »

SUD : « **Que deviennent les autres ?** »

PDG : « **On verra le moment venu** » (C'est pas écrit sur les poster de communication çà !!!).

SUD : « **y-a-il un projet de réorganisation des Achats, de l'Informatique et des Services finances et pourquoi les CCE et CE SME n'ont-ils pas eu d'information ?** »

PDG : « **Oui, cela concerne SPS. ? Après la fusion, début 2012, cela concernera l'ensemble. On y va par étapes, d'abord la fusion.** »

Les élus SUD ne se prononceront jamais sur la fusion sans avoir de garanties sur l'avenir des salariés concernés sur ces projets « après fusion » !!!

Le PDG a précisé que la Qualité doit être indépendante des BU (Business Unit).

Cela pose le problème de l'effectif, des statuts du personnel et de leur affectation ...

SUD : « **Sur la fusion des établissements girondins ?** »

PDG : « **Il y a plusieurs phases au projet H, nous sommes dans la 1ere phase. Il peut y avoir un seul CE, la décision n'est pas prise.** »

Là aussi, nous ne voyons pas comment les élus pourraient se prononcer sur un projet sans connaître l'étape finale dans laquelle il s'inscrit...

Cette étape modifie totalement la configuration du projet H, il faudra que la direction s'entraîne à communiquer ses décisions pour solliciter un avis.

SUD : « **Qu'est que le risk management ?** »

PDG : « **Nous sommes dans le privé. On doit évaluer les risques que l'on prend par rapport aux actionnaires.** »

Nous n'avons effectivement pas les mêmes notions de l'évaluation du risque !!!

Expertises : Après sa présentation, Mr Schleicher, dans la posture de l'homme en colère, a exigé que les expertises soient rendues fin Septembre et intimé l'ordre de contacter l'expert (en vacance) pour qu'il fasse le nécessaire...Rien que çà !!!

SUD a répondu que seul l'expert était capable de préciser le temps qu'il lui faudrait pour mener à bien sa mission.

Le rôle des élus ne consiste pas à faire pression sur l'expert pour bâcler son rapport sous la colère du PDG tout puissant !!!

Pour parachever le ridicule, Le PDG s'est indigné de ne pas avoir reçu la lettre de mission du cabinet Syndex en le reprochant aux élus alors que la direction l'a eu mais il s'est avéré...que personne ne lui avait remis.

Calendrier : La direction maintient le 20 Juillet pour commencer la négociation de rattachement à la Prévoyance SAFRAN et aux accords de PEG, Senior et Stress malgré le refus de SUD et de la CGT, qui sont, à eux deux, largement majoritaire !!!

Cabinets de pub : Concernant le cahier des charges et le coût de chacun des cabinets conseils, la direction s'est encore engagé à fournir les cahiers des charges (des actes !!!) et a annoncé des chiffres globaux...Plusieurs centaines de milliers € !!!

Pour le coût de la Convention du 2 Septembre, quelques dizaines de milliers d'€.

Transparence : Concernant la demande de documents sur les négociations en cours au niveau du groupe SAFRAN sur la participation et la GPEC.

La CGC est intervenue pour dire qu'elle était contre avec l'argument du respect des usages de SAFRAN (à savoir que les syndicats non représentatifs au niveau du groupe n'ont pas d'infos !).

Nous regrettons cette position, il s'agit d'informer les salariés ...

Montre en main : A cet instant, le PDG se lève, un élu SUD lui fait savoir qu'il a encore des questions à poser...sa seigneurie s'en va...

Nous avons préparés une série de questions sur les projets liés à l'Informatique, la Finance et les Achats (nous les publieront dans un tract à venir).

Nous les avons remis à la direction et nous les avons envoyés par courrier au cas où elle les égarerait comme avec la lettre de mission !!!

Les salariés directement concernés par ces questions apprécieront l'attitude de la direction à sa juste valeur...